

Exclusion de la Russie des compétitions sportives : Vladimir Poutine dénonce une décision politique



La Russie a été exclue pour quatre ans des compétitions internationales suite à un vaste scandale de dopage. Vladimir Poutine a dénoncé une décision "politiquement motivée" qui "contredit la charte olympique".

Avec Atlantico
Rédaction

Pour avoir falsifié ses données antidopages, la Russie est bannie pour quatre ans de toute compétition internationale. Les sportifs et les athlètes russes pourraient poursuivre leur carrière sous un drapeau neutre suite à la décision prise contre la Russie.

Lors de sa visite en France à l'occasion du sommet avec Angela Merkel, Volodymyr Zelensky et Emmanuel Macron, le dirigeant russe a tenu à réagir :

"Il n'y a aucun reproche à faire au comité olympique russe, et s'il n'y a aucun reproche envers ce comité, le pays doit participer aux compétitions sous son drapeau national".

Vladimir Poutine estime que cette décision "contredit donc la charte olympique".

"Il y a toutes les raisons à croire que cette décision est motivée non pas par une inquiétude pour un sport propre, mais qu'elle est politiquement motivée".

Les instances sportives russes devaient faire appel de la décision de l'Agence mondiale antidopage (AMA) d'exclure la Russie des grandes compétitions, notamment les Jeux olympiques de 2020 à Tokyo ou bien la prochaine Coupe du monde.

Pour le patron de l'agence antidopage russe Rusada, Iouri Ganous, cette situation était prévisible. Le ministre des Sports, Pavel Kolobkov, a reconnu des "problèmes" de dopage. Il a qualifié les sanctions de l'AMA comme "politiques". Il a aussi mis en avant le "travail incroyable" accompli selon lui dans la lutte antidopage par les instances russes.

L'AMA a accusé les autorités russes d'avoir falsifié les données pour protéger les tricheurs.

Les sportifs russes sont partagés entre sentiment d'injustice et colère contre leurs propres instances.

La RUSADA (l'agence russe antidopage) dispose de 21 jours pour accepter la décision ou renvoyer l'affaire au Tribunal arbitral du sport (TAS).